

EDOUARD PHILIPPE À MATIGNON

Un pas vers la droite



(Photo IP3)

► Le nouveau Premier ministre, très proche d'Alain Juppé, se revendique « homme de droite » ► Christian Estrosi, Nathalie Kosciusko-Morizet, Jean-Louis Borloo... appellent à saisir cette « main tendue » ► Les Républicains face au risque d'implosion. **P 21-22**

Un fils spirituel de Juppé au service de Macron

Edouard Philippe est devenu, hier, le Premier ministre du 8^e Président de la V^e République. Un choix politique à un mois des législatives...

Le député-maire Les Républicains du Havre, Édouard Philippe, a été nommé Premier ministre par le président de la République Emmanuel Macron, a annoncé, hier, le secrétaire général de l'Élysée, de façon laconique sur le perron de l'Élysée.

À 46 ans, cet élu de droite et fidèle d'Alain Juppé, dont la nomination était pressentie, devient le plus jeune chef de gouvernement depuis Laurent Fabius en 1984.

En nommant un Premier ministre de droite après cinq ans de quinquennat socialiste, Emmanuel Macron, qui a défini son mouvement La République en marche! comme « *et de droite, et de gauche* », abat la première carte de sa « *recomposition politique* » et lance un défi à LR avant les élections législatives.

Énarque de la promotion Marc-Bloch (1997), maître des requêtes au Conseil

d'État, maire du Havre depuis 2010 et réélu au premier tour en 2014, Édouard Philippe est un proche de longue date d'Alain Juppé, dont il fut le secrétaire général à la tête de l'UMP (devenue LR) de 2002 à 2004.

Peu connu du grand public, cet avocat a également été membre du cabinet d'Alain Juppé lors de son bref passage au ministère de l'Écologie en 2007, avant de devenir directeur des affaires pu-

bliques du groupe nucléaire Areva (2007-2009).

Élu député de Seine-Maritime en 2012, Édouard Philippe, qui devient le 23^e Premier ministre de la V^e République, ne se représente pas aux législatives de juin. Inconditionnel selon son entourage de l'œuvre de Winston Churchill, de Bruce Springsteen, adepte de boxe et grand consommateur de M&M's et de Coca-Cola, ce natif de Rouen est fils d'en-



seignants. Marié à une professeure à Sciences Po Paris, il a trois enfants. Coauteur de deux romans, il a également chroniqué la campagne présidentielle dans le quotidien de gauche Libération.

La passation des pouvoirs avec l'actuel locataire de Matignon, le socialiste Bernard Cazeneuve, a suivi en milieu d'après-midi [lire ci-dessous].

Gouvernement formé demain matin

Par ailleurs, la composition du reste du gouvernement sera réalisée demain matin lors d'un entretien entre Emmanuel Macron et son Premier ministre. Sans surprise, il devrait comporter d'autres personnalités de LR et du MoDem de François Bayrou. La liste sera dévoilée demain après-midi, avant le premier Conseil des ministres du quinquennat programmé demain.

« Je suis un homme de droite »

Le nouveau Premier ministre Édouard Philippe a revendiqué, hier, être un « *homme de droite* », soucieux avant tout de « *l'intérêt général* », tout comme l'a été « *l'homme de gauche* » Bernard Cazeneuve, son prédécesseur à Matignon.

« *Vous avez dit que vous étiez un homme de gauche [...]* Il se trouve que je suis moi-même un homme de droite [...]. Comme vous, je sais [...].

Comme vous, je sais [...] que l'intérêt général doit guider l'engagement des élus, l'engagement des agents de l'État et, d'une certaine façon, l'engagement de nos concitoyens », a-t-il déclaré au côté de M. Cazeneuve, dans la cour de Matignon, lors de la passation de pouvoirs.

« *Je voudrais [...] vous dire, M. le Premier ministre, combien vous avez constitué un exemple, au-delà de désaccords qu'il nous est arrivé de formuler, mais un exemple de caractère* », a poursuivi M. Philippe, rendant un hommage appuyé à M. Cazeneuve.

« *Les six mois que vous venez de passer à diriger l'action gouvernementale à Matignon constituent le point d'orgue d'un parcours ministériel [...], depuis mai 2012, assez exceptionnel. Au milieu des*



négociations européennes, puis de la machinerie budgétaire, au cœur des défis pour la sécurité de nos compatriotes [...] puis ici, vous avez [...] souhaité servir l'État », a déclaré le nouveau chef du gouvernement, au début de sa courte allocution.

Tous deux normands

Rappelant que tous deux ont été « *maires de villes portuaires et de villes normandes* », M. Philippe a souligné avec humour que « *les Normands sont certes violemment modérés, ils sont aussi parfois conquérants, et vous êtes complètement normand, et moi aussi* ».

Avant même la quête d'une majorité parlementaire, Édouard Philippe devra initier la mise en œuvre des engagements immédiats du nouveau président, dont une loi sur la « *moralisation de la vie*

publique ».

Député, M. Philippe avait voté contre la loi sur la transparence adoptée en 2013 dans la foulée de l'affaire Cahuzac. Dans sa première déclaration d'intérêts en 2014, disponible sur le site de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique, il n'avait pas renseigné le montant de ses revenus de

maire et président de la communauté d'agglomération havraise, ni ceux perçus comme avocat, expliquant pour cette activité privée « *ne pas être certain de comprendre la question* ».

Ordonnances : « Ce n'est pas le refus de la discussion »

Interrogé au JT de 20h sur TF1 sur le choix de recourir aux ordonnances pour réformer le Code du travail, Édouard Philippe a répondu que cela ne signifiait pas « *le refus de la discussion* ».

« *Ces ordonnances, ça n'est pas le refus de la discussion, et j'insiste sur ce point: une bonne réforme c'est une réforme qui est pensée, annoncée, discutée et ensuite rapidement exécutée parce que les Français attendent une transformation, ils attendent des progrès* », a déclaré le Premier ministre.

Mélenchon : « La droite vient d'être annexée »

Jean-Luc Mélenchon a estimé, hier, que « la droite vient d'être annexée », après la nomination du Premier ministre LR, Édouard Philippe, et a renouvelé son appel à une « cohabitation nécessaire » grâce à une majorité de gauche à l'Assemblée nationale.

Évoquant un « attelage hasardeux », le candidat de La France insoumise, arrivé en quatrième position au premier tour de la présidentielle, a demandé aux Français de ne pas « donner les pleins pouvoirs à M. Macron et à son Premier ministre » lors des élections législatives.

Pour une cohabitation

« Une cohabitation est nécessaire », a-t-il développé, dans une courte allocution depuis son quartier général retransmise sur BFMTV. « Il faut former une majorité différente



Jean-Luc Mélenchon a appelé, hier, les électeurs à ne pas « donner les pleins pouvoirs » à l'Assemblée nationale au nouvel exécutif. (Doc BFM)

de celle du Premier ministre, de son bric-à-brac, pour pouvoir avoir une action politique cohérente qui réponde aux attentes sociales, démocratiques et écologiques de notre peuple », a-t-il expliqué. « Le nouveau président de la République vient de prendre le com-

mandement de toute la classe politique traditionnelle de notre pays », a résumé le leader de La France insoumise, estimant que « le Parti socialiste a été déjà absorbé puisque ses élus et ses candidats par dizaines ont demandé l'investiture de M. Macron et nom-

bre d'entre eux attendent d'être élus pour le rejoindre ».

Quant aux électeurs du Front national, ils sont selon lui « abandonnés, leurs chefs ont tous déserté ».

« Césarisme »

Pour M. Mélenchon, « dorénavant, en face de M. Macron et pour le bien de notre démocratie, ne reste qu'une force cohérente, unie autour d'un programme de gouvernement, "l'Avenir en commun", c'est La France insoumise dont je suis le porte-parole ».

« Cet attelage hasardeux qui vient d'être constitué ne fonctionnera qu'au prix d'un césarisme et d'une autorité de la monarchie présidentielle toujours plus grande », a-t-il poursuivi, demandant que « chacun [des] bulletins de vote soit comme un balai pour les déga-ger tous » aux élections législatives.

UNE VINGTAINE D'ÉLUS LR ET UDI SOUTIENNENT LE PREMIER MINISTRE

Une vingtaine d'élus LR et UDI, dont des juppéistes et lemaïristes, ont jugé, hier, que leurs familles politiques « doivent répondre à la main tendue » par Emmanuel Macron, qui vient de nommer Premier ministre Édouard Philippe, issu de leurs rangs. « Plutôt que les anathèmes, les caricatures, les exclusions, nous demandons solennellement à notre famille politique d'être à la hauteur de la situation de notre pays et de l'attente des Français, qui, au lendemain de l'élection d'Emmanuel Macron, attendent de nous d'être au rendez-vous de l'intérêt général », déclarent-ils dans un communiqué. Cette nomination « représente un acte politique de portée considérable » et « la droite et le centre doivent prendre la mesure de la transformation politique qui s'opère sous leurs yeux », plaident ces élus, dont



Jean-Louis Borloo, Benoist Apparu

1, député-maire de Châlons-en-Champagne; Franck Riester, député-maire de Coulommiers;



2, député-maire de Boulogne-Billancourt; Fabienne Keller

3, sénatrice du Bas-Rhin; Jean-Luc Moudenc



4, maire de Toulouse, mais aussi Nathalie Kosciusko-Morizet, députée de l'Essonne; Gérald Darmanin

5, maire de Tourcoing, ou Christian Estrosi



6, maire de Nice.

De futurs « ministrables » ? Réponse aujourd'hui...



Les réactions

Le patron du PS appelle à un « parlement de gauche »

Le premier secrétaire du PS Jean-Christophe Cambadélis a estimé, hier, qu'après la nomination du député-maire du Havre Édouard Philippe, issu des rangs de la droite, au poste de Premier ministre, le Parlement avait « besoin de [la] gauche ».

« Maintenant c'est clair: avec un Premier ministre de droite, le Parlement a besoin de gauche », a tweeté M. Cambadélis.

François Bayrou se dit « très heureux » de ce choix

François Bayrou s'est dit « très heureux » sur Twitter de la nomination d'Édouard Philippe à Matignon, « en raison de ses qualités humaines et de la recomposition qui est ainsi promise à la France », a fait valoir lundi le président du MoDem qui s'était brouillé vendredi 12 mai avec l'équipe d'En Marche ! sur le nombre d'investitures réservées aux candidats du MoDem aux législatives sur les listes La République en marche (LRM).

Accoyer : « Une décision individuelle pas un accord politique »

Le secrétaire général des Républicains, Bernard Accoyer, a « pris acte », hier, de la nomination d'Édouard Philippe (LR) à Matignon, y voyant « une décision

individuelle » et non pas « un accord politique ».

Interrogé par la presse sur une éventuelle exclusion de LR du nouveau Premier ministre, M. Accoyer a répondu : « Non, il n'en est pas question. Nous prenons acte de cette décision individuelle. » « Il se met de lui-même en dehors de notre famille politique Les Républicains », a-t-il toutefois tweeté peu après.

David Rachline (FN), sénateur-maire de Fréjus

« Édouard Philippe, tête d'affiche LR, nommé Premier ministre de Macron, héritier de François Hollande. Les sortants restent aux manettes ! » (via Twitter).

La France insoumise : « L'opération recyclage se poursuit »

Candidat dans la première circonscription du Var, le Toulonnais Luc Léandri estime au nom de La France insoumise, que « la nomination d'Édouard Philippe a l'avantage de clarifier la situation politique. Que vous votiez LREM (La République en marche, Ndlr), LR ou PS, c'est donner une majorité parlementaire au Président Macron ! Pendant la campagne, c'était « ni droite, ni gauche » ; une fois élu, c'est recyclage ou préservation des hommes et femmes du système du PS, d'ex-EELV et de LR ! »

Une « curiosité » pour Lagarde

Le président des centristes de l'UDI, Jean-Christophe Lagarde, a estimé, hier, que la nomination du juppéiste Édouard Philippe comme Premier ministre est une « curiosité » : « Qu'Édouard Philippe ait accepté d'être nommé à Matignon est une curiosité. C'est la première fois qu'un chef de gouvernement accepte de devenir le chef d'une bataille législative avec des centaines de candidats qu'il n'a pas choisis et d'être responsable d'un projet politique qu'il n'a jamais défendu », juge Jean-Christophe Lagarde dans un communiqué.

Alain Juppé : « Il a toutes les qualités »

Le maire LR de Bordeaux Alain Juppé a estimé, hier, qu'Édouard Philippe, est « un homme de grand talent, apprécié par la population de sa veille » ; il a « toutes les qualités pour assumer la fonction difficile que le président de la République vient de lui confier », tout en réaffir-

mant qu'il soutiendrait les candidats de droite aux élections législatives : « Pendant cette campagne [des législatives], je soutiendrai, comme je l'ai déjà dit à plusieurs reprises, les candidats investis par LR et l'UDI sur une plateforme politique qui, pour l'essentiel, me convient. »

Interview express

Stéphane Rozès, politologue

« Un coin enfoncé chez Les Républicains »

Le politologue Stéphane Rozès, président de la société de conseil en communication Cap, nous donne sa lecture de la nomination d'Édouard Philippe à Matignon.

Comment analysez-vous le choix du nouveau Premier ministre ?

Emmanuel Macron avait promis qu'il allait rompre avec le clivage gauche-droite. Alors que ses investitures législatives indiquaient un tropisme davantage orienté vers le centre gauche, il a choisi cette fois de nommer un Premier ministre de centre droit, déjà assez réputé et connu dans le personnel politique, puisque c'est un très proche d'Alain Juppé, qui est en même temps un représentant de la nouvelle génération, incarnant donc le renouvellement politique.

Sa nomination va-t-elle faire

imploser Les Républicains ?

Gilles Boyer, l'ancien directeur de campagne d'Alain Juppé, avait indiqué que si le Premier ministre était de centre droit ou du centre de la droite, ce qui est le cas d'Édouard Philippe, devrait alors être posée la question de la position à adopter vis-à-vis d'Emmanuel Macron. La question est donc aujourd'hui clairement posée, au moment même où les députés LR déjà investis doivent mener bataille dans les circonscriptions. On l'a perçu aussitôt, cette nomination enfonce évidemment un coin au sein des Républicains, qui vont être partagés entre trois attitudes. Il y aura ceux qui vont suivre Édouard Philippe, ceux qui vont dire qu'il faudra suivre au cas par cas le gouvernement et ceux, enfin, qui vont vouloir rester dans l'opposition. Cela va structurer, de facto, trois sensibilités. Quant à savoir dans quelles proportions et comment tout cela va se

terminer, je n'en sais absolument rien !

Quelles conséquences à gauche ?

En fait, ce sont les législatives qui vont trancher définitivement le débat au sein de la gauche et du Parti socialiste. À gauche, la recomposition est renvoyée à l'après-législatives, alors qu'à droite, le dissensus va s'opérer dès maintenant. Néanmoins, chez ceux qui ont rallié Emmanuel Macron, il y a désormais la nécessité d'assumer l'installation d'un Premier ministre issu de la droite à Matignon. Cela empêche, me semble-t-il, que ce soit Édouard Philippe qui mène la bataille des législatives. C'est le Président qui va devoir la conduire lui-même, en première ligne.

PROPOS RECUEILLIS PAR THIERRY PRUDHON



(Photo J. G.)